

**DOSSIER 177**

**Les nullités :  
un contrôle  
efficace de  
la procédure  
(deuxième partie)**

**La mesure judiciaire de la peine  
à l'épreuve de l'article L. 7 du code  
électoral**

**Profiter commercialement  
de la fragilité des victimes d'une  
catastrophe collective  
ne constitue pas un abus  
de faiblesse**

**Annulation de l'ordonnance  
de mise en accusation : détention  
provisoire sans titre**

**Infractions sexuelles : régime  
pénal spécial applicable**

192

**Le huis clos est-il obligatoire  
ou contraire à la Conv. EDH ? Ni  
l'un ni l'autre...**

**Comité de rédaction**  
Alain Blanc, *Magistrat*  
François-Louis Coste, *Magistrat*  
Marc Schwendener, *Commissaire divisionnaire (ENSP)*  
Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*  
Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe Direction de l'Administration pénitentiaire*  
Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux  
75685 Paris CEDEX 14  
Tél. rédaction : 01 40 64 53 13  
Fax : 01 40 64 54 05  
E-mail : ajpenal@dalloz.fr

**PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Charles Vallée

**RÉDACTION**  
*Directeur éditorial*  
Philippe Weiss

*Rédaction en chef*  
Marie-Eve Charbonnier,  
Pascal Remillieux

*Ont participé à ce numéro*

Jean-Paul Céré, *Maître de conférences à Pau*

Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à Nantes*

Samantha Enderlin

Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*

Joelyne Leblois-Happe, *Maître de conférences à Strasbourg*

Cédric Porteron, *Avocat*

Céline Rondey

Gildas Roussel

Marc Segonds, *Maître de conférences à Toulouse*

*Secrétaire de rédaction*  
Marie-Anne Sebban

**ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ**  
*Responsable marketing* : Corinne Ménager  
*Relations clients* : Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)

BP 150, 94 208 Ivry-sur-Seine CEDEX

Tél. : 0 820 800 017

Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement (1 an)

France : 135 € TTC

Étranger : 151 € TTC

Prix au numéro : 15 € TTC

ISSN 1762 - 8407

N° CPPAP 1105 T 83884

Imprimerie Chirat 42 540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €

Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e

RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

## ÉDITORIAL ..... 171

## ACTUALITÉS ..... 174

## DOSSIER ..... 177

### Les nullités : un contrôle efficace de la procédure ? (deuxième partie)

- Le véritable enjeu des contrôles juridictionnels de la légalité des procédures pénales : la « sûreté » des justiciables  
*par François Saint-Pierre* ..... 177
- Nullités de la détention provisoire  
*par Coralie Colomb* ..... 185
- Nullités de l'expertise  
*par Coralie Colomb* ..... 187
- Les nullités au cours de la phase de jugement  
*par Nicolas Bonnal* ..... 188

## PRATIQUES ..... 192

- Infractions sexuelles : régime pénal spécial applicable après la loi du 9 mars 2004 et avant la loi relative au traitement de la récidive...  
*par Xavier Lameyre* ..... 192

## JURISPRUDENCE ..... 196

### Pénal général CHOSE JUGÉE

- Identité des faits : une relaxe pour harcèlement sexuel interdit une condamnation pour agressions sexuelles  
*Cass. crim., 19 janv. 2005* ..... 196

### PEINE

- La mesure judiciaire de la peine à l'épreuve de l'article L. 7 du code électoral  
*CA Versailles, 1er déc. 2004 et 14 janv. 2005* ..... 197

### RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

- Mineur placé : vers une uniformisation du régime de responsabilité de l'Etat  
*CE, 11 févr. 2005* ..... 198

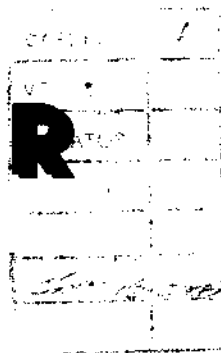
### Infractions

#### ABUS D'IGNORANCE OU DE FAIBLESSE

- Profiter commercialement de la fragilité des victimes d'une catastrophe collective ne constitue pas un aveu de faiblesse  
*CA Toulouse, 4 janv. 2005* ..... 199

#### CIRCULATION ROUTIÈRE

- Une condamnation à stage de sensibilisation à la sécurité routière *contra legem*  
*CA Pau, 10 févr. 2005* ..... 200



## Procédure pénale

### APPEL

- Appel de la partie civile après une relaxe : la cour doit statuer sur la demande de réparation  
*Cass. crim., 18 janv. 2005* **201**

### DÉTENTION PROVISOIRE

- Annulation de l'ordonnance de mise en accusation : détention provisoire sans titre  
*Cass. crim., 16 févr. 2005* **201**

### VEILLE

#### CRIMINALITÉ ORGANISÉE

- Dessaisissement au profit des juridictions spécialisées : stricte application de la loi  
*Cass. crim., 2 févr. 2005 et 16 févr. 2005* **202**

#### JURIDICTION DE PROXIMITÉ

- Compétence *ratione temporis* des juridictions de proximité  
*Cass. crim., 8 déc. 2004* **203**

#### MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

- La notification d'un signalement au Système d'information Schengen vaut celle du MAE  
*Cass. crim., 1er févr. 2005* **203**

#### SOLIDARITÉ PÉNALE

- la solidarité pénale connaît tout de même des limites  
*Cass. crim., 18 janv. 2005* **203**

## Exécution des peines

### FRACTIONNEMENT DE PEINE

- Fractionnement d'une peine d'emprisonnement : pas d'obligation particulière avant la loi du 9 mars 2004  
*Cass. crim., 18 janv. 2005* **204**

### PRISONS

- La privation d'une activité socioculturelle est une sanction : elle doit être prononcée en commission de discipline et respecter l'échelle des sanctions  
*TA Dijon, 28 déc. 2004* **205**

### PROCÉDURE

- Le huis clos est-il obligatoire ou contraire à la Convention EDH ? Ni l'un ni l'autre...  
*Cass. crim., 2 févr. 2005 et 15 févr. 2005* **205**

### ABUS D'IGNORANCE OU DE FAIBLESSE

- Sujétion psychologique  
Catastrophe collective ..... 199

### APPEL

- Relaxe  
Partie civile ..... 201

### CHOSE JUGÉE

- Non bis in idem*  
Identité de faits ..... 196

### CIRCULATION ROUTIÈRE

- Stage de sensibilisation à la sécurité routière  
Légalité des délits et des peines... 200

### CRIMINALITÉ ORGANISÉE

- Juridictions spécialisées  
Dessaisissement ..... 202

### DÉTENTION PROVISOIRE

- Mise en accusation  
Annulation ..... 201

### INFRACTIONS SEXUELLES

- Procédure  
Régime spécial ..... 192 (pratiques)

### JURIDICTION DE PROXIMITÉ

- Compétence  
Application de la loi dans le temps ..... 203

### MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

- Notification  
Système d'information Schengen. 203

### NULLITÉS

- Détention provisoire ..... 185 (dossier)
- Expertise ..... 187 (dossier)
- Jugement ..... 188 (dossier)

### PROCÉDURE

- Contrôle juridictionnel de la légalité ..... 177 (dossier)

### PEINE

- Fractionnement  
Obligation particulière ..... 204

### Inéligibilité

- Code électoral, art. L. 7 ..... 197

### PROCÉDURE

- Huis clos ..... 205

### PRISONS

- Sanctions disciplinaires  
Privation d'activité socioculturelle. 205

### RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

- Mineur  
Mesure d'assistance éducative ... 198

### SOLIDARITÉ PÉNALE

- Dommages-intérêts  
Recel ..... 203

Ce numéro contient un encart « abonnement à l'AJ Pénal » broché non folioté de quatre pages placé entre la couverture et les pages 171 et 206.